



Journée nationale sur la précarité étudiante : une mobilisation en demi-teinte

Deux semaines après la tentative de suicide d'Anas K., plusieurs centaines d'étudiants se sont rassemblés dans une quinzaine de villes. C'est une mobilisation qui servait de « tour de chauffe », à un moment où l'on se compte pour jauger des forces en présence. Au regard des premiers chiffres qui remontent de la journée nationale d'actions dans les universités, mardi 26 novembre, le résultat est en demi-teinte : plusieurs centaines d'étudiants se sont rassemblés dans une quinzaine de villes, quelques établissements ont été bloqués.

Plus de deux semaines après la tentative de suicide d'Anas K., qui a dénoncé ses difficultés financières avant de s'immoler par le feu, le 8 novembre à Lyon, une large intersyndicale réunissant l'ensemble des organisations étudiantes (la FAGE, l'UNEF, Solidaires étudiant-e-s, Alternatives ESR) appelait à cette mobilisation. Au cœur de ses revendications : des mesures pour lutter contre la précarité étudiante, parmi lesquelles l'augmentation des bourses étudiantes d'« au minimum 20 % »

Plusieurs manifestations ont eu lieu en direction des Crous (Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires). D'après les organisateurs, 1 200 personnes ont marché à Lyon – elles étaient 900 selon la préfecture. Les campus de l'université Lyon 2 ont été fermés pour la journée : « En raison des blocages en cours sur les campus, les conditions ne permettent pas d'accueillir étudiant·e·s et personnels », a indiqué l'établissement. Le campus du Tertre, à Nantes, a également été bloqué en début de journée.

Les manifestations de Rennes, de Grenoble ou encore de Lille ont rassemblé chacune deux cents personnes derrière des banderoles « La précarité tue », selon des journalistes de l'AFP. Une quarantaine de personnes ont défilé à Toulouse dans une manifestation non déclarée, rapidement dispersée par les forces de l'ordre. Des opérations « Restau U gratuits » ont eu lieu à Marseille Saint-Charles ou encore à Rennes, d'après les témoignages d'étudiants sur les réseaux sociaux.

Les étudiants appelés à « rejoindre la lutte »

Sur le site de Tolbiac (université Panthéon-Sorbonne), à Paris, quatre cents étudiants se sont réunis en assemblée générale, d'après les organisateurs. « Cette AG, c'est important, c'est la première, c'est le début de la mobilisation », espère Mathieu, en deuxième année d'histoire.

Pour le jeune homme, la précarité parle à tous, derrière l'acte dramatique « extrêmement triste et politique » de cet étudiant lyonnais – actuellement dans un état stationnaire dans un service de grands brûlés –. Lui n'a pas encore reçu sa bourse de 100 euros par mois depuis la rentrée. « Elle doit me permettre de travailler un peu moins à côté de la fac », rapporte-t-il :

« Mais je ne suis pas le plus à plaindre, j'ai la chance d'être Parisien et d'être chez mes parents. »

Pour lui, la mobilisation des étudiants lors de la grève du 5 décembre est une évidence. « C'est un tout, la politique du gouvernement », dit le jeune homme. Une enseignante et « gilet jaune » distribue des tracts, à l'entrée du campus, pour encourager les étudiants à « rejoindre la lutte, le 5 » « On fait grève pour vous », répète-t-elle.

Les trois cents personnes réunies dans un amphithéâtre à l'université Paris-VIII (Vincennes-Saint-Denis), selon les syndicats, n'ont pas seulement voté pour un « revenu étudiant

» et pour le « retrait » des grandes réformes éducatives du quinquennat (loi orientation et réussite des étudiants Service national universel loi pour une « école de la confiance » plan « Bienvenue en France »). Les étudiants ont également appelé à rejoindre le mouvement contre la réforme des retraites. « Nous participerons à l'assemblée générale des personnels de l'université, prévue le 4 décembre, pour préparer la grève » , défend Sophie, en master de science politique et représentante de Solidaires étudiant-e-s.

« Accentuer la pression sur le gouvernement d'ici au 5 décembre » , c'est ce à quoi appelle l'intersyndicale étudiante. Mais les syndicats ne sont pas tous sur la même ligne pour cette journée contre la réforme des retraites : la FAGE, première organisation étudiante, n'appelle pas à y participer, contrairement à l'UNEF ou Solidaires étudiant-e-s.